

# Lutte de classe

## Un consensus qui vaut bien un silence

Dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* (n°787), le secrétaire national de ce parti a franchi une nouvelle étape dans l'art d'analyser un fait en faisant sciemment abstraction d'un élément, qui, porté à la connaissance du lecteur, le conduirait inévitablement à une interprétation complètement différente de celle de Gluckstein. Vous allez voir que c'est tordu comme toujours, mais la manipulation est en réalité très simple à déjouer.

D'une part, il se vante d'avoir cloué le bec, lors de l'émission « *Mots croisés* », aux représentants des onze candidats à l'élection présidentielle présents sur le plateau, en évoquant « *les directives européennes, le traité de Maastricht* ». D'autre part, il prétend « *qu'aucun des autres participants, je dis bien aucun, ne juge utile de contester cette analyse.* », en ajoutant « *Qui ne dit mot consent.* », affirmation péremptoire et pédante à la fois. Notons au passage que Gluckstein se satisfait de ce consensus national.

Si nous devons nous en tenir à cette interprétation des faits évoqués ci-dessus, on pourrait légitimement s'interroger à nouveau et se dire que, finalement Gluckstein a peut-être raison de dire que l'UE est à l'origine de tous nos malheurs, en faisant toutefois abstraction de la Constitution de la Ve République qu'il prend bien soin une nouvelle fois de ne pas citer, cela n'aura pas échappé aux lecteurs attentifs que vous êtes.

Nous ne sommes pas dupe et nous sommes encore capable de penser librement ce qui nous permet de nous poser une question très simple : Comment se fait-il que les représentants des onze autres candidats interpellés ne vous aient pas répondu monsieur Gluckstein, peut-être n'avaient-ils pas vraiment le choix, non ? Cet aspect de la question est fortement déplacé, il faut bien en convenir, mais il ne manque pas d'intérêt, il est déterminant.

Avant d'y venir, posons clairement les bases du problème : les contre-réformes ne peuvent avoir que deux origines possibles :

- soit elles proviennent de l'Union européenne qui les impose aux chefs d'États et de gouvernements sous la forme de traités ou de directives ;
- soit, elles proviennent d'ailleurs, et d'où pourraient-elles provenir sinon directement du président de la République et de son gouvernement, des députés de l'Assemblée nationale, bref, des institutions dont les pouvoirs et les rôles respectifs sont codifiés dans la Constitution de la Ve République, notamment celui de faire les lois et de signer les traités avec l'Union européenne, et au-delà, de transcrire sous forme de lois les directives européennes en veillant à leur application ?

Le décor étant planté, de deux choses l'une, soit les onze représentants des candidats abondaient dans votre sens, ce qui leur était évidemment impossible, car cela aurait signifié qu'ils vous donnaient raison et ils n'y tenaient absolument pas pour les raisons que l'on peut facilement deviner, ils sont comme vous en campagne électorale, et il ne s'agit pas d'un moment anodin de la vie politique de ce pays, pour ne pas dire de la lutte des classes, d'ailleurs contrairement à ce que vous affirmez, rien ne prouve qu'ils considèrent que l'UE décide au-dessus des États, mais bien plutôt le contraire si l'ont prend la peine de se référer à leur comportement habituel, passons sur cette contradiction flagrante qui suffirait à elle-seule à démonter votre manœuvre, soit ils vous contredisaient ouvertement en étant obligés de se référer à la Constitution de la Ve République, ce qu'ils ne tenaient pas à faire davantage que vous, puisque les douze candidats se situent précisément dans le cadre de la pérennité des institutions de la Ve République, quoique vous prétendiez ailleurs. Dès lors que vouliez-vous qu'ils fassent d'autre que se taire ?

Je ne fais référence ici qu'à l'éditorial de Gluckstein et non au reste de l'émission télé.

D'une certaine manière, ils devraient vous être reconnaissants, car grâce à votre tour de passe-passe, la Constitution et les institutions de la Ve République ont été épargnées une fois de plus, au nom d'un consensus national qui vous arrange bien. N'est-ce pas d'ailleurs le sens et le fin mot de la ligne politique que poursuit le PT depuis maintenant des années avec le succès que l'on connaît ?

Pour bien indiquer dans quelle direction est orientée la politique du PT, dans le dernier paragraphe, il n'a rien trouvé de mieux pour assurer le succès de son meeting du 1er avril - rien à voir avec le poisson qui devrait être une carpe pour l'occasion - que d'appeler « *toutes (les) tendances du mouvement ouvrier et démocratique* » à y participer, mais voilà, comme les militants ouvriers qui se réclament du socialisme, du communisme ou du trotskysme appartiennent déjà à la catégorie du « *mouvement ouvrier* », on se demande qui peut bien faire partie du « *mouvement démocratique* » à qui s'adresse-t-il ? : des élus des partis de droite, des élus sans étiquette proche de l'UMP ou de l'UDF ?

On cherchera en vain une autre réponse à cette question que chaque militant du PT aura à cœur de se poser, n'en doutons pas. Ils chanteront peut-être aussi la Marseillaise le 1er avril, qui sait, tous ces maires ceints de leur écharpe tricolore flamboyante ? Pathétique !